

« Le mouvement anti-tabac »  
Présenté à la conférence TICAP,  
The International Coalition Against Prohibition  
Bruxelles, 27 Janvier 2009  
par Christopher Snowdon

Bonjour. Je suis ici aujourd'hui pour vous parler du mouvement anti-tabac actuel. Plus précisément, je vais parler de sordides affaires d'argent et comment des escouades de non-fumeurs se mobilisant pour une campagne plutôt inoffensive ont muté en une entreprise très puissante se consacrant à l'éradication du tabac.

Il n'y a quasiment pas de bénévoles dans le mouvement de lutte contre le tabagisme et pourtant il continue à avoir l'apparence d'une lutte citoyenne. Il donne l'apparence d'être dirigé par des bénévoles. Il donne l'apparence d'être financé par la générosité du public. Et cela fonctionne en sa faveur. Les gens sont naturellement plus enclin à soutenir un groupe bénévole ou un organisme caritatif que de soutenir des hommes politiques ou une industrie.

Mais en réalité le financement provient et de l'État, et de « bienfaisance », et de l'industrie pharmaceutique. Ces sources de financement sont si étroitement imbriquées qu'il est parfois difficile de voir où commence l'une et où se termine l'autre. L'industrie pharmaceutique finance les organismes de bienfaisance. Les organismes de bienfaisance sont souvent mis en place et financés par des subventions publiques. Et le gouvernement est influencé par les organismes dits de bienfaisance.

Rien de tout cela ne doit être un problème. Je n'ai pas de problème avec les organisations de bienfaisance rémunérant les personnes qui travaillent pour elles et chacun a le droit de gagner sa vie. Personne ne vous oblige à donner à un organisme de bienfaisance que vous n'aimez pas. Le problème survient quand vous n'avez pas de choix de donner parce que vous y êtes contraint par vos impôts. Le problème survient quand vous arrivez à la situation étrange d'organismes de bienfaisance subventionnés par l'argent public influençant le gouvernement pour quelque chose qu'il a déjà décidé de faire. Et le problème survient quand les fabricants de nicotine pharmaceutique inondent de millions de dollars des groupes dont l'objectif principal est d'éliminer du marché les fabricants traditionnels de la nicotine.

Il est peut-être un peu tard cet après-midi pour une leçon d'histoire mais je dois vous raconter les origines de la lutte contre le tabac. Des groupes anti-tabac sont apparus en réalité tout au long de l'histoire, en général conduits par de petites bandes de volontaires opérant avec des budgets réduits.

Il y en avait une multitude à la fin du 19e et du début du 20ème siècle. Il s'agissait de groupes agitant des panneaux, émettant des pétitions et se

réunissant dans une arrière salle de presbytère. Ils ont complètement disparu après la Seconde Guerre mondiale et ont commencé à réapparaître au début des années 70.

Le plus important d'entre eux était appelé GASP - Group Against Smoking Pollution (Ligue contre la pollution du tabagisme) - et était tout à fait représentatif des anciens agitateurs de panneaux. GASP a été fondé par Clara Gouin, une femme au foyer écologiste du Maryland. Elle a créé l'association avec quelques amis de son église locale pour une cotisation de 1 \$ par an.

GASP a commencé par demander l'interdiction locale du tabagisme en public et pour cela a distribué des badges, placardé des affiches, envoyé des courriers aux hommes politiques et publié des brochures. De nouvelles sections de GASP sont nées dans les années 70 dans le même esprit, d'abord sur la côte Ouest, ensuite sur la côte Est puis dans toute l'Amérique et le Canada. GASP vociférait bien mais restait encore une petite organisation. Ainsi à la fin des années 1980, un ancien membre du GASP avertissait toute personne envisageant de former un nouveau groupe anti-tabac : « Ne vous attendez pas à des foules de vos réunions. Peut-être cinq à dix personnes tout au plus. »

Mais deux événements sont survenus à la fin du 20e siècle qui ont transformé la croissance et le destin du mouvement anti-tabac en gestation. Tout d'abord, il a commencé à recevoir de très grandes quantités d'argent de l'État. Ensuite il a reçu de l'argent des firmes pharmaceutiques. Ce qui était un petit mouvement de terrain pour les droits des non-fumeurs est devenu ainsi une vaste entreprise de lutte contre le tabac.

Comme cela est souvent le cas, le changement a commencé en Californie. En 1988, une campagne menée par Americans for Nonsmokers Rights et le GASP a abouti à l'adoption de la Proposition 99. Les taxes sur les cigarettes furent augmentées mais le véritable fait d'armes fut d'obtenir l'engagement de l'État de Californie de consacrer 20% des taxes perçues à des projets de lutte contre le tabagisme.

Prop 99 a créé un puits de richesse presque sans fond - environ 500 millions de dollars par an - pour les organisations anti-tabac de Californie et les serviables activistes bénévoles furent bien placés pour occuper des emplois à temps plein dans la lutte antitabac ou bien recevoir des émoluments lucratifs pour la recherche sur le tabagisme.

La même chose s'est reproduite à une beaucoup plus grande échelle dix ans plus tard lorsque l'industrie américaine du tabac a conclu un compromis avec le gouvernement américain à hauteur de 246 milliards de dollars. Cette manne a complètement retourné la capacité financière du mouvement anti-tabac.

De nouvelles organisations anti-tabac ont été créées dans tout les États-Unis, des millions de dollars furent alloués à des chercheurs pour étudier tous les aspects de la lutte contre le tabagisme et les activistes anti-tabac se sont retrouvés avec plus d'argent qu'ils ne savaient en dépenser.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Le miracle survint quand lorsque les fabricants de nicotine pharmaceutique ont commencé à s'impliquer. Le patch de nicotine a été développé au début des années 1980, fabriqué par Pfizer et initialement commercialisé sous la marque Nicotrol par Johnson & Johnson.

Le fondateur de Johnson & Johnson était le général Robert Wood Johnson. Il est décédé en 1968 laissant un héritage de 1,2 milliard de dollars destiné de bonnes œuvres sous l'égide de la Fondation Robert Wood Johnson. À ce jour, la fondation reçoit la majeure partie de ses revenus de Johnson & Johnson. Elle possède actuellement près de 40 millions d'actions dans J & J pour une valorisation de plus de 3 milliards de dollars. Ce qui est bon pour Johnson & Johnson est bon pour la fondation Johnson et vice-versa. Et quoi de mieux pour un vendeur de nicotine pharmaceutique que les interdictions de fumer, la diabolisation de l'industrie du tabac et l'augmentation du prix des cigarettes ?

C'est en 1991 que la vente de timbres de nicotine sur la prescription fut autorisée et la même année la fondation Johnson a commencé à financer des projets anti-tabac. Depuis, elle a alloué \$ 450 millions à des projets de lutte contre le tabagisme, y compris 84 millions de dollars pour le Centre for Tobacco-Free Kids, 10 millions de dollars à une campagne visant à augmenter le prix des cigarettes et \$ 99 millions à la Smokeless States initiative.

Les seuls fournisseurs alternatifs de "médicaments de substitution de la nicotine" sont Pfizer et GlaxoSmithKline. Alors que les activités de la Robert Wood Johnson Foundation sont essentiellement concentrées aux USA, Glaxo et Pfizer sont plus intéressés à faire de la lutte contre le tabac un business vraiment mondial. À la fin des années 1990, Glaxo comme Pfizer sont devenus des membres à part entière de l'Initiative sans tabac de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Les deux entreprises ont contribué au financement de la conférence Pour une Europe sans Fumée et ils ont en partie financé l'Institute for Global Tobacco Control. Au Royaume-Uni, elles financent la Roy Castle Foundation.

Lors de la 11e Conférence mondiale sur le tabac qui s'est tenue à Chicago en 2000, la fondation Johnson a versé 4 millions de dollars pour être l'un des hôtes partenaires et Glaxo a été un sponsor de la manifestation. La Fondation Pfizer a récemment fait don de 33 millions de dollars à un panel d'organisations anti-tabac, dont la nouvelle ASH International. Ainsi de suite : pas besoin d'être grand clerc pour imaginer les motifs d'une telle générosité extraordinaire. Dès 1999, Nicorette et Nicoderm totalisaient un chiffre d'affaire de 570 millions de dollars par an. En 2007, Champix atteignait à lui seul 883 millions de \$.

Bien qu'énormes, ces sommes sont de la roupie de sansonnet si le reste du monde adoptait les politiques anti-tabac que l'on connaît en Amérique et en Europe. En étant cynique, vous pourriez penser que les intérêts des activistes de lutte contre le tabac et des firmes pharmaceutiques ne seraient pas optimisés par la prohibition. Les anti-tabac seraient bien vite réduits au chômage et passées quelques années il n'y aurait plus besoin de timbres de nicotine ou de gommes censées aider au sevrage tabagique. Et en étant très cynique, on pourrait dire qu'un scénario idéal pour les deux groupes intéressés serait celui dans lequel la nicotine a été extraite des cigarettes en laissant à l'industrie pharmaceutique le monopole de la vente légale de nicotine. Les gens seraient libres de fumer mais ils devraient acheter des produits labélisés pharmaceutiques pour se procurer de la nicotine. Curieusement, c'est exactement ce scénario qui est promu par les anti-tabac.

En 2005, le journal phare de la lutte contre le tabagisme Tobacco Control a publié un article intitulé "Vers une politique à long terme pour la nicotine" [1]. Cela est un des rares exemples de formulation de l'objectif final du mouvement. À court terme, selon les auteurs « Le besoin immédiat est d'inclure toutes les formes de nicotine dans un système réglementé. » ("The immediate need is to capture all nicotine into a regulatory system"). Cela permettrait au gouvernement de réduire les niveaux de nicotine dans les cigarettes, jusqu'à zéro, et c'est exactement ce que le Centre for Tobacco-Free Kids demande actuellement au gouvernement américain. Les auteurs ajoutent ensuite que la nicotine pharmaceutique devrait être disponible à "prix réduit" et "dans plus de points de vente, y compris des distributeurs automatiques."

Ensuite "la disponibilité de tabac doit devenir de moins en moins facile" jusqu'à ce que la nicotine pharmaceutique remplace le tabac comme "la source dominante de la drogue" ("the dominant source of the drug"). Et les auteurs poursuivent : « La disponibilité facile de nicotine purifiée permettrait aussi aux fumeurs dépendants qui n'obtiennent pas leur dose de nicotine des cigarettes dénicotinisées de compléter leur prise. »

Une telle politique rendrait les géants pharmaceutiques seuls pourvoyeurs de nicotine. Les fumeurs pourraient toujours acheter des cigarettes et nuire à leur santé en fumant, continuer à financer l'industrie de la prévention du tabagisme par le biais de taxes sur les cigarettes tout en remplissant les poches de l'industrie pharmaceutique.

En passant, je voudrais vous dire quel est l'objectif à long terme. Vous ne serez pas surpris. Il est, bien sûr: "l'élimination virtuelle de l'usage du tabac comme il est actuellement consommé."

C'est ce que la coalition de la lutte contre le tabagisme et de l'industrie pharmaceutique espèrent être en mesure d'accomplir ensemble et ils ont

certainement les moyens économiques de se battre pour ça. Alors, où mènent ces amoncellements de moyens pour les groupes anti-tabac de base ? La réponse est : nulle part. Le mouvement anti-tabac s'affirme toujours comme David contre Goliath, mais si cela a pu être une image dans le passé, ce n'est certainement plus valable aujourd'hui.

Dans les années 1980, l'industrie du tabac aurait créé des groupes de pression pour combattre les propositions des anti-tabac. La création d'associations écrans d'activistes appelée "astro-turfing" [2] est maintenant devenue une pratique standard du mouvement anti-tabac.

Par exemple, quand un projet de loi visant à interdire le tabac dans les lieux publics a été soumis au vote au Texas, l'American Cancer Society a fabriqué non pas une mais deux soi-disant "associations" se prétendant "la voix des citoyens". En Grande-Bretagne, des groupes de lutte contre le tabagisme comme D-MYST et SmokeFree Action sont entièrement financés par le ministère de la Santé. La branche anglaise de ASH (Action for Smoking or Health) a été créée par le gouvernement et tire actuellement moins de 3% de son financement par des dons de particuliers. Il n'y a pas de bénévoles. ASH au pays de Galles et en Écosse n'en ont pas non plus, tous deux étant très largement financés sur fonds publics avec des aides supplémentaires provenant de la Fondation Pfizer. Les anciens activistes des années 70 ne sont certainement plus désargentés.

Le GASP britannique n'est même plus un organisme de bienfaisance. Cela fait belle lurette qu'il est devenu une société à responsabilité limitée, et fait maintenant son beurre en vendant ses signalétiques "Interdit de fumer" et d'autres accessoires anti-tabac. James Repace a depuis longtemps quitté l'EPA et maintenant se débrouille très bien en tant que consultant indépendant "spécialiste du tabagisme passif". Lui et Stanton Glantz ont été personnellement gratifiés de 300.000 \$ en tant que lauréats de la Fondation Robert Wood Johnson's Innovators Awards. Simon Chapman, qui a été un membre éminent du groupe d'activistes BUGA-UP des années 70, est devenu l'éditeur de la revue Tobacco Control. John Banzhaf continue de toucher un salaire de 200.000 \$ en tant que directeur de l'ASH tout en poursuivant les restaurants pour engraissement de leurs clients.

Tandis que le mouvement anti-tabac croule sous l'argent, la plupart des groupes qui s'opposent à eux - dont beaucoup de groupes ici aujourd'hui - ne reçoivent pas un sou de l'industrie du tabac et n'en ont jamais touché. La vérité toute nue est que les seuls bénévoles engagés sur le terrain du tabagisme aujourd'hui sont ceux qui défendent les droits des fumeurs. Oui, c'est un combat de David contre Goliath, mais ce ne sont pas les anti-tabac qui tiennent la fronde et les pierres.

Pour conclure je dois dire que je ne parle pas du financement de la lutte anti-

tabac parce que je crois qu'une cause est plus noble quand elle est seulement animée par des bénévoles non rémunérés, ou parce que je crois que les firmes ne devraient pas être autorisées à financer des études ou magouiller en politique. Je dis tout cela seulement pour souligner le fait qu'il existe une malhonnêteté fondamentale sur la manière dont la lutte contre le tabagisme opère en 2009.

Vous pouvez constater avec quelque ironie que les partisans de la guerre contre les fumeurs utilisent les mêmes tactiques utilisées avec efficacité par leurs anciens ennemis de l'industrie tabagière dans le passé. Aujourd'hui, ce sont les anti-tabac qui utilisent des groupes de pression. Ce sont eux qui tordent les statistiques et pervertissent la science à leurs propres fins. Et ce sont eux, et non pas les gens dans cette salle, qui bénéficient de centaines de millions de dollars de la part de l'une des industries les plus puissantes au monde.

Le financement est important, car il n'y a pas que le lobbying : il permet la recherche scientifique.

- La recherche qui montre que l'interdiction de fumer ne fait pas du tort aux entreprises ;
- La recherche qui montre que l'interdiction de fumer réduire le risque de crise cardiaque ;
- La recherche qui montre que le tabagisme résiduel [3] est mortel.

Cette recherche a sans doute plus d'effet sur le processus politique que le lobbying en fait.

Dans un monde idéal, toutes les recherches scientifiques serait totalement impartiales, financées par des organisations qui n'ont aucun intérêt autre que la recherche de la vérité. Bien sûr, nous savons que ce n'est jamais le cas. Nous acceptons le fait que si une société, un gouvernement ou un groupe de pression finance une recherche, c'est parce qu'il y trouvera un avantage financier ou une raison idéologique de le faire.

Je ne suggère pas que les fabricants de dérivés à la nicotine soient empêchés de financer des recherches. Je ne suis pas en faveur l'interdire à l'industrie du tabac pour cette même raison. Je ne suis pas favorable à interdire à une industrie ou à un gouvernement de financer quoi que ce soit, tant que c'est fait de manière transparente ("in an open manner"). Et c'est ce manque de transparence qui me soucie, tant dans la manière dont la science est utilisée que dans la façon dont la campagne en faveur de la législation anti-tabac est menée.

L'utilisation de groupes de pression, l'absence de comptes sociaux clairs, l'exploitation biaisée endémique de statistiques, etc. : ces pratiques

malhonnêtes sont désormais solidement ancrées dans le mouvement anti-tabac et je voudrais faire juste deux petites suggestions pour y injecter un peu d'honnêteté.

Tout d'abord, les revues médicales et les médias doivent prendre en compte le fait que la Fondation Robert Wood Johnson possède des dizaines de millions d'actions de l'un des plus grands industriels de nicotine pharmaceutique et que cela constitue un conflit d'intérêt évident concernant le financement de groupes dont les activités sont susceptibles de conduire à une utilisation accrue de ces produits.

De même, le financement de projets anti-tabac par Pfizer et Glaxo devrait être traité avec le même scepticisme qu'ils traitent un financement de Philip Morris ou de British American Tobacco. Je dis cela non pas en vue de l'interdiction l'implication de ces entreprises mais afin rendre les démarches politique et scientifique plus transparentes.

Ma seconde suggestion est que les gouvernements cessent tout simplement de financer les organismes de bienfaisance. Les œuvres de bienfaisance véritable n'ont pas besoin de financement de l'État. En finançant de faux organismes de bienfaisance dans le but de faciliter un consensus, les gouvernements dégradent la notion même d'œuvre de bienfaisance.

Toute œuvre de bienfaisance qui accepte le financement de l'État en est dépendant et tout organisme de bienfaisance institué par l'Etat n'est rien d'autre qu'un bras armé du gouvernement. La pierre angulaire d'une œuvre caritative est d'être basée sur le volontariat. Elle ne devrait solliciter aucune aide publique.

Si l'État cessait de financer ces organismes de lutte contre le tabagisme, les gens resteraient toujours libres de faire des dons et si, comme les partisans de la lutte anti-tabac le proclament avec insistance, ils sont populaires, ils auraient sûrement les moyens de réaliser leurs projets et de se développer.

L'Etat, quant à lui, resterait libre de conduire des campagnes nationales de lutte contre le tabagisme, avec ses propres services et budgets pour le faire. Cela ne changerait pas forcément grand chose, ce serait - répétons-le - une source de transparence et d'honnêteté.

Car la menace est bien réelle, et les événements de vendredi dernier nous ont donné un excellent exemple de ce qui se passe lorsque le pouvoir est concentré dans les mains de si peu de personnes [4]. Smokefree Partnership, qui a exercé des pressions pour interdire cette conférence, est aussi éloigné d'une œuvre de bienfaisance que possible et les gouvernements ne peuvent devenir plus grand que toute l'UE. Vendredi dernier, le gouvernement et les soi-disant associations caritatives ont uni leurs forces.

Que l'UE soit le repère de la corruption financière est de notoriété publique. Son comportement la semaine dernière nous a rappelé qu'elle est aussi corrompue moralement. Elle est fondamentalement antidémocratique ; elle s'oppose instinctivement à la liberté d'expression ; elle est effrayée par la seule idée d'un débat ouvert.

J'ai essayé aujourd'hui d'illustrer que le mouvement anti-tabac est dirigé par des bureaucrates grassement payés, des hommes politiques, des lobbyistes et des idéologues de l'extrémisme. Non seulement ils ont perdu le contact avec la réalité mais en outre ils se croient intouchables. Ils peuvent agir comme ils l'entendent sans rendre de compte à personne d'autre qu'eux-mêmes. Si vous aviez quelque doute à ce sujet, le fait d'être assis dans cette salle et non dans les locaux du Parlement Européen comme prévu devrait vous ouvrir définitivement les yeux.

Christopher Snowdon

Velvet Glove Iron Fist - A History of Anti-Smoking

[http://www.velvetgloveironfist.com/index.php?page\\_id=1](http://www.velvetgloveironfist.com/index.php?page_id=1)

Notes du traducteur

Gray et al. Tobacco Control 2005;14:161-165 ; Toward a comprehensive long term nicotine policy ;

<http://tobaccocontrol.bmj.com/cgi/content/abstract/14/3/161>

Maquillage de mouvement spontané de la base ; jeu de mots avec 'grass-roots', Astroturf étant de l'herbe synthétique <http://en.wikipedia.org/wiki/Astroturfing>

Tabagisme résiduel : voir Dépôt de patascience résiduelle dans la lutte anti-tabac <http://unairneuf.blogs.psychologies.com/billets/2009/01/anti-tabac.html>

Des groupes de pression dont le CNCT français ont réussi à interdire l'accès aux locaux du Parlement Européen quelques jours avant la tenue de la conférence internationale ; elle fut organisée dans un hôtel voisin grâce à l'aide du parti Libéral du Royaume Uni. Détails ici. <http://www.eph.org/a/3376>

